



SOCIETE CIVILE DU NORD ET DU SUD KIVU

Bureaux des Coordinations Provinciales

B.P : 43 Bukavu

E-Mail : societecivilenordkivu2018@gmail.com

societecivilesk@gmail.com

Tél. : (+243) 994 038 669 / (+243) 998 673 685



MEMORANDUM DE LA SOCIETE CIVILE DU NORD ET SUD-KIVU A L'OCCASION DU 36^{ème} SOMMET DE L'UNION AFRICAINE A ADDIS- ABEBA

A L'INTENTION PARTICULIERE DES CHEFS D'ETAT ET DES GOUVERNEMENTS DE PAYS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE.

A l'occasion du 36^{ème} sommet des Chefs d'Etat et des Gouvernements des pays de l'Union Africaine ouvert ce vendredi 17 Février 2023,

Nous, membres de la Société Civile, particulièrement du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, victimes des atrocités qui sévissent dans l'Est de notre pays, saisissons cette occasion pour adresser ce mémorandum à tous les Chefs d'Etats et des Gouvernements présents ici au 36^{ème} sommet pour que soit définitivement prise une décision de cessation immédiate et sans hypocrisie des hostilités et du retrait inconditionnel des troupes de l'armée régulière du Rwanda sur notre territoire de la R.D. Congo.

Nous voulons porter à la connaissance de leurs Excellences, Messieurs les Chefs d'Etats et des Gouvernements des pays de l'Union Africaine ce qui suit :

1. De la situation sécuritaire en RDC

- La situation sécuritaire en RDC est caractérisée principalement par la énième invasion de notre pays la RDC, laquelle se traduit par l'occupation des territoires de Rutshuru, une partie de Nyiragongo et de Masisi par les éléments de l'armée rwandaise sous couvert des terroristes du M23.
- Outre l'agression rwandaise, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) font face à l'activisme des terroristes ADF/ MTM, des groupes armés étrangers d'origine rwandaises et burundaises, auxquels s'invitent constamment les groupes armés locaux et quelques milices communautaires notamment en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Leurs Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et des gouvernements de l'Union Africaine présents à ce sommet, depuis Novembre 2021 jusqu'à ce jour, la province du Nord-Kivu fait singulièrement face à l'agression de l'armée rwandaise sous couverture du M²³ dans les territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi.

Les attaques menées par cette coalition sont à la base du déplacement massif des populations à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et de la détérioration de la situation humanitaire.

Handwritten signature

1

Handwritten mark

Handwritten mark

Tout récemment, depuis le territoire rwandais, les tirs des missiles ont été lancés contre un avion de chasse des FARDC. Au même moment la marine rwandaise a, à son tour attaquée un poste de la police Congolaise à l'îlot d'Ibinja dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu. Cet acte de provocation de l'armée rwandaise dénote l'intention du régime de Kigali à embraser nos deux provinces.

- Malgré les conclaves de Nairobi du 21 Avril et du 20 Juin 2022 qui avait recommandée un cessez-le-feu immédiat, malgré le mini-sommet de Luanda, tenu le 23 Novembre 2022, appelant le M²³ au retrait de toutes les positions occupées pour le Mont Sabinyo dans le territoire de Rutshuru, l'armée rwandaise a constamment violée ces accords.
- Comme il fallait s'y attendre, ces terroristes du M²³, armées, soutenus et formés par l'armée rwandaise ont refusé de se retirer à la date du 15 janvier 2023 tel qu'initialement attendu et convenu, par contre, ils ont reçu des renforts de RDF pour conquérir massivement les localités de Kimbumba, Bwiza, Bamnu, Kishishe, Kiwanja, Kitshanga et Kilorirwe.
- A Kishishe dans le territoire de Rutshuru, ils ont perpétré des massacres de plus de 250 congolais inoffensifs. Sans oublier les douze millions d'autres congolais déjà tués depuis 1996 et qui constituent aujourd'hui, un génocide oublié en RD Congo. Pire encore, les corps des victimes enterrées ont été incinérées pour effacer toutes les traces de leur forfaiture.
- Pour nous, populations vivantes dans les zones des atrocités, les causes réelles des manœuvres du Rwanda sont les suivantes :
 - a. **Causes économiques**
 - Accéder à nos ressources minières dans tous les territoires de l'Est du pays
 - Empêcher les visites touristiques dans les Parcs Nationale de Virunga et Kahuzi Biéga
 - b. **Causes démographiques**
 - Déverser le surplus de sa population dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Lubero avec la possibilité d'expansion à travers la RDC ainsi que les réfugiés expulsés de l'Angleterre après un deal signé avec le gouvernement britannique
 - Retour et installation de 78.000 personnes prétendues « réfugiées Congolais » vivant au Rwanda, alors que nous savons que l'effectif des compatriotes réfugiées au Rwanda ne dépasse pas 10.000 personnes.
 - c. **Causes sécuritaires**
 - Le Rwanda pretexte être en insécurité suite à la présence des résidents FDLR et ses variants qui traineraient encore dans notre pays alors que depuis 1996 jusqu'en 2019, l'armée rwandaise a mené des opérations (conjointe avec l'armée congolaise et la MONUSCO) qui ont abouti à la décapitation du leadership de ce mouvement rebelle et au rapatriement d'un grand nombre de cedit mouvement. Et donc pour nous les FDLR ne constituent plus une menace pour le Rwanda mais plutôt une insécurité socio- économique pour notre pays au profit du Rwanda.

L'agression nous imposée par le Rwanda et l'occupation des certains de nos territoires ont poussées nos compatriotes à fuir les zones occupées par les RDF couvert du M²³ et subi une vie d'errance. La situation humanitaire que vivent nos compatriotes fuyant la guerre s'est sérieusement dégradée ces dernières années, ils sont exposés constamment aux intempéries et au manque cruel d'eau et de la nourriture sans distinction des catégories spécifiques.

2. De la Présence des forces de L'EAC dans notre pays



Nous avons salué la décision prise par les pays membres de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) de déployer une force régionale avec un mandat offensif pour imposer la paix dans notre pays, malheureusement la société civile, forces vives du Nord-Kivu et du Sud-Kivu constate avec beaucoup des regrets que le premier déploiement du contingent Kenyan a beaucoup plus favorisé et de manière tacite l'occupation jusqu'à ce jour des territoires de la RDC par l'armée Rwandaise sous couvert du M²³.

A Kimbumba et Rumangabo que le contingent Kenyan occupe présentement, l'armée rwandaise sous couvert du M²³ présente et continue à y opérer sous l'œil impuissant de la Force de l'EAC.

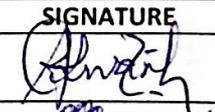
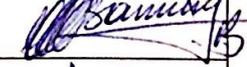
Contrairement à tous les mensonges que distille le régime de Kigali à qui veut l'entendre pretextant qu'il y a une haine ethnique et de la xénophobie contre le peuple tutsi vivant au Congo, la Société Civile du Nord et Sud-Kivu réfute ces allégations et souligne le fait que nous vivons bien entre toutes les ethnies vivant au Congo et par contre cette politique belliqueuse persistante de Kigali a et risque d'avoir pour conséquence malheureuse et intentionnelle de créer cette haine entre les populations de la sous-région. Le peuple congolais n'a aucun problème avec le peuple rwandais de quelle ethnie qu'il soit et nos échanges commerciaux et sociaux quotidiens en sont un témoignage très éloquent.

C'est pourquoi, fort de ce qui précède, nous demandons à leurs Excellences de bien vouloir :

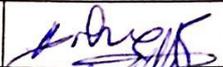
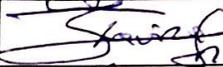
1. Condamner et sanctionner sans équivoque l'invasion rwandaise dans notre pays
2. Faire pression au pouvoir de Kigali de retirer sans condition et immédiatement ses troupes de notre pays pour que nos compatriotes qui vivent dans des conditions inhumaines puissent regagner leurs domiciles
3. D'exiger aussi un dialogue politique entre le gouvernement rwandais et les FDLR, entre le gouvernement ougandais et les ADF ainsi que les RED TABARA et le gouvernement burundais pour une paix durable dans la sous-région.
4. Demander aux chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est d'exiger à la force régionale de rester offensive telle que voulu par leur mandat initial afin de mettre en confiance les populations victimes de l'inertie regrettable de la MONUSCO dans notre pays.
5. De soutenir la République Démocratique du Congo dans son plaidoyer pour l'érection d'un Tribunal pénal international afin que les auteurs des crimes (de guerre, de génocide et crimes contre l'humanité) répondent de leurs actes

Ainsi, fait à Addis- Abeba, le 18 Février 2023.

Pour la société civile du Nord – Kivu et Sud- Kivu

N°	NOMS ET POSTNOMS	ORGANISATION	FONCTION	SIGNATURE
01	Adrien ZAWADI	Société civile Sud-Kivu	Président	
02	Tr John BANYEVE	Société civile Nord-Kivu	Président	
03	J-claude BAMBANZE	Société civile TERIRUTSHURU	Président	
04	JACK SINZAHERA	Mouvement Citoyen	Activiste	
05	NOELLA KATONGERWAKI	CAFVU/Beni	Coordonnatrice	



06	Juvenal LUSHULE	APIA	Coordo	
07	Oswald RUBASHA	CD Masl	Coordo	
08	Nelly - Kyeya	CFSL/SLF	Coordo Point focal	
09	KAVIRA MAGHULOYEYE	PAPA	Présidente	
10	Jacques KINAHWA	COP-1 OCHA	Coordonnat	









